



**RAPPORT D'ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS DES PERSONNES DÉPLACÉES A SOFARA,
DIABA Peulh et DIABA Allaye dans la Commune de Fakala/Cercle de Djenne**

Le 07 Mai 2020



I. CONTEXTE

Le cercle de Djenné est en tampon entre la région de Mopti et la région de Ségou. Situé à 135 Km au Sud-ouest de Mopti, et dans le delta central du fleuve Niger, Le cercle de Djenné couvre une superficie de 4.561 Km². Il compte 208 413 habitants (hommes : 102 740 et femmes : 105 673) selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2009) avec une densité d'environ 49 habitants au km². Cette population est très inégalement répartie et près de 51 % est féminine et à majorité jeune. Les ethnies dominantes de la population sont les Bambaras, les Peulhs, les Bozo, les Somono, les Songhoï, les Rimaïbé, les Marka, les Dogons et les Bobo vivant essentiellement d'agriculture, d'élevage et de pêche. Le cercle est limité par les cercles de Mopti et Ténenkou au Nord, à l'Est par les cercles de Bandiagara et Tominian, au sud par le cercle de San et à l'ouest par les cercles de Macina et Ténenkou.

En ce qui concerne la commune de Fakala, elle est héritière de l'ancien arrondissement de Sofara, son chef-lieu, elle compte 30 villages. Elle est limitée au nord par la commune de Sio (Cercle de Mopti) ; au sud par les communes de Madiama et Timissa (Cercle de Tominian) ; à l'Est par les communes de Timiniri et Bara Sara (Cercle de Bandiagara) ; à l'Ouest par les communes de Soye (Cercle de Mopti) et de Femaye (Cercle de Djenné). La population de la commune est composée majoritairement de Peulhs, Bambaras, Bozos, Dogons, Soninkés et Bobos. Les principales langues de communication sont le Peulh et le Bamanankan. L'exode rural saisonnier est pratiqué par les jeunes filles et les garçons pour raison soit de quête de trousseau de mariage soit de recherche de pécules pour venir en aide aux familles en détresse à la suite d'une mauvaise campagne agricole. Cet exode est effectué en direction des grands centres urbains de l'intérieur et de l'extérieur (Abidjan, Bouaké, Ouagadougou, Bobo Dioulasso, etc.).

Après l'année 2018 qui a été marquée par des attaques et des conflits intercommunautaires mais suivi d'accord de paix entre les communautés, le cercle de Djenne s'est démarqué du reste de la région par une accalmie en 2019.

Après l'attaque du village de Djongué Ouro, sous le lead d'OCHA, les acteurs humanitaires ont tenu le 07 Mai 2020 une réunion GIAC extraordinaire au cours de laquelle les informations ci-dessus ont été partagées :

Suite à l'attaque du village de Djongué Ouro (commune de Fakala/cercle de Djenne) par des hommes armés non identifiés, les informations reçues font état d'une trentaine de morts, des disparus et un mouvement de population dans les villages de Sofara (chef-lieu de commune de Fakala), Diaba peul, Diaba Alleye.

Les chiffres partagés par le Développement Social et DCA font état de 50 ménages déplacés soient 300 personnes repartis entre lesdits villages.

La réunion GIAC a décidé de conduire le 07 mai 2020, une mission d'évaluation multisectorielle rapide dans les trois villages (Sofara, Diaba Peulh et Diaba Allaye). Ladite mission se fera effectuée dans le respect des mesures barrières : Sensibilisation sur le COVID-19, port de masque et gel hydroalcoolique.

1. Objectifs

a. **Objectif principal** : Obtenir un aperçu de la situation humanitaire suite à l'attaque du village de Djonké Ouro

b. **Objectifs spécifiques** :

- Évaluer la situation humanitaire par secteur des personnes affectées par l'attaque de Djongué Ouro,
- Soutenir la coordination humanitaire et échanger avec les acteurs humanitaires et les autorités sur les questions prioritaires,
- Fournir en urgence une assistance aux personnes les plus vulnérables après évaluation

2. Résultats :

- Les besoins humanitaires (par secteur) les plus urgents et le nombre de personnes affectées sont identifiés
- Les ménages le plus vulnérable affectés directement par l'attaque sont assistés en urgence.
- La coordination humanitaire à Sofara est renforcée

3. Méthodologie

- Observation directe.
- Discussions avec les autorités et partenaires humanitaires et étatiques.
- Focus groupe et/ou entretiens individuels en fonction des réalités locales avec certaines personnes affectées et les autorités traditionnelles.
- L'outil MIRA sera utilisé pour cette évaluation.

4. Produits :

- Un rapport de mission sera produit à la fin de la mission

II. ANALYSE DES BESOINS

1. PROTECTION

a. Protection

La méthodologie utilisée par les acteurs du Cluster Protection pour mener l'évaluation des besoins de protection dans les localités de Sofara, Diaba Allaye et Diaba Peulh a reposé sur les **focus groupes, des entretiens individuels, les témoignages des victimes** de l'attaque et l'observation. Les différents volets couverts par la protection ont été examinés. L'analyse ci-dessous ne portera donc que sur les volets pertinents de la Protection pour lesquels des besoins ont été identifiés et pour lesquels des réponses de protection sont attendus.

b. Sécurité et protection communautaire

Selon des informations recueillies sur le terrain, il ressort que le poste de sécurité le plus proche du village Djongué Ouro se trouve à Sofara (chef-lieu de la commune de Fakala, Cercle de Djenné), soit à un peu plus d'une vingtaine de kilomètres. Tout comme les villages Diaba Allaye et Diaba Peulh, le village Djonké Ouro ne bénéficie pas d'un système d'éclairage public et les patrouilles des FDS n'y sont pas régulières. Le village Djonké Bambara, voisin de celui de Djonké Ouro, est protégé par un groupe de Chasseurs accusés par les survivants de l'attaque comme étant les responsables de celle-ci. Selon les populations hôtes de ces villages et celles déplacées du village Djonké Ouro, la tombée de la nuit n'apporte que peur et angoisse au sein des ménages, la crainte d'une attaque étant permanente. La mission a pu observer un important déploiement des FAMas dans le village Djonké Ouro. Mais selon des déclarations des populations, ce déploiement s'est fait après l'attaque meurtrière. Interrogées sur un éventuel retour dans leur village, Djonké Ouro, les populations déplacées ont clairement indiqué qu'elles ne pourront y retourner que si des dispositions sont prises afin d'y assurer la sécurité.

Recommandations

- Effectuer des actions de plaidoyers pour la sécurisation des localités de Djonké Ouro, Diaba Peulh et Diaba Allaye.

c. Cohésion Sociale

A l'écoute des personnes déplacées rencontrées, il apparaît clairement qu'avant l'attaque du 6 mai 2020, la population de Djonké Ouro vivait en parfaite harmonie avec les habitants du village voisin, Djonké Bambara. Les deux communautés, Peulh et Dogon, se retrouvaient lors des occasions joyeuses ou tristes. En effet, quelques jours avant l'attaque meurtrière, les habitants des deux villages voisins s'étaient retrouvés fraternellement afin d'organiser les obsèques de deux vieillards issus de chacun des deux villages voisins. Toujours quelques jours avant l'attaque meurtrière, les habitants du village Djonké Ouro ont constaté l'établissement d'un groupe de Chasseurs dans le village voisin, Djonké Bambara. Aussi, depuis l'attaque meurtrière qu'a connue Djonké Ouro, les rescapés de celle-ci pointent un doigt accusateur sur leurs voisins du village Djonké Bambara. Ils les soupçonnent d'avoir perpétré l'attaque contre leur village. Cette thèse est contestée par la population du village Djonké Bambara. La méfiance s'est installée entre les populations des deux villages voisins. Au moment de l'attaque du village Djonké Ouro, le Comité de suivi du « pacte de non-agression » convenu par les populations des villages de cette commune de Djenné se rendait dans le village Djonké Bambara pour effectuer une conciliation et apaiser les tensions nées de l'attaque dudit village deux jours plus tôt. Selon des déclarations des autorités administratives rencontrées, ce

Comité de suivi se réunira autour du Préfet du Cercle de Djenné afin d'examiner la situation. Il est probable qu'une mission soit effectuée sous zone par ce Comité pour ramener la paix entre ces communautés voisines.

Recommandations

- Apporter tout appui nécessaire aux autorités administratives et au Comité de Suivi du respect du « pacte de non-agression » afin de déterminer les causes profondes des tensions observées entre les villages Djonké Ouro et Djonké Bambara, y renforcer la cohésion sociale (à travers les activités de cohésion sociale) et éviter une escalade de la violence dans l'ensemble de la commune de Fakala.

d. Protection de l'Enfance

L'attaque du village Djonké Ouro a particulièrement affecté les enfants qui y vivaient. Selon des récits partagés par des membres de la communauté déplacée, 02 enfants âgés de 07 et 10 ans ont perdu la vie durant cet épisode malheureux. De même, certains enfants (07 à Diaba Allaye et 02 à Sofara) ont été séparés de leurs parents ou de tout proche et se retrouvent dans des familles d'accueils. Aucune infrastructure sociale (école sante n'a été touchée), aucun cas d'enfants enlevées, ni de viols. Mais plusieurs cas d'enfants séparés. Aucune infrastructure sociale (école, case de santé n'a été détruite lors de l'attaque). Aucun cas d'enfant enlevé, ni de viol perpétré sur un enfant n'a été signalé à la mission. Les parents (principalement des hommes) de plusieurs enfants ont été tués au cours de l'attaque. Enfin, il est à noter que la présence d'une milice armée dans les environs du village Djonké Bambara laisse planer le risque d'enrôlement des enfants de ce village et d'autres villages voisins dans ladite milice armée.

Besoins des enfants :

- Appui vestimentaire pour les enfants
- Prise en charge psychosociale (sur le site de Diaba Peulh, au passage de la mission, il y avait environ 178 personnes déplacées et 82 autres pour 16 ménages a Diaba Allaye)

Recommandations

- Procéder le plus rapidement possible à l'identification des enfants séparés ou non accompagnés ;
- Réaliser des EIS (et DIS si nécessaire) pour les cas le nécessitant ;
- En appui à la communauté déplacée, procéder à la réunification familiale en faveur des enfants séparés ou non accompagnés identifiés ;
- Travailler en collaboration avec la Division des Droits de l'Homme et les divisions spécialisées de la MINUSMA sur le *reporting* des abus perpétrés sur les enfants du village Djonké Ouro lors de cette attaque et sur des moyens efficaces à même de prévenir un éventuel enrôlement des enfants du village Djonké Bambara et d'autres villages de la commune de Fakala par des milices armées.
-

e. Violences Basées sur le Genre

Durant l'attaque du village Djonké Ouro, les assaillants n'y ont commis aucun viol ni agression sexuelle sur les femmes et les jeunes filles qui s'y trouvaient à ce moment précis. Par contre, l'attaque qui a été perpétrée avec l'usage des armes à feu a suscité une panique générale au sein de la population. Les tirs en direction de la population civile ont occasionné la mort de 17 personnes parmi lesquelles 01 femme âgée de 35 ans. 06 blessés, dont 02 seraient décédés après leur évacuation à l'hôpital, ont également été dénombrés. 03 femmes sont devenues veuves à la suite de l'attaque. Parmi celles-ci, se trouve une femme enceinte. Au total, la mission a dénombré six (06) femmes enceintes qui suivaient des consultations prénatales avant l'incident.

Les femmes qui ont pris la fuite pour trouver refuge à Sofara, Diaba Allaye ou Diaba Peulh l'ont fait dans le plus grand dénuement, n'emportant que très peu de biens. Elles résident soit dans des familles d'accueil, soit dans un local public (maison des jeunes de Sofara), soit dans les habitats attribués par la population hôte avec un nombre élevé d'habitant pour la chambre occupée. A l'exception de la maison des jeunes à Sofara qui dispose d'un éclairage, aucun autre site n'est éclairé. A Sofara, il a été observé que les enfants et les femmes dorment dans une seule grande maison. Certaines habitations occupées par ces femmes et enfants déplacées n'ont pas de clôture. Les ravitaillements en eau se font dans les fontaines publiques qui ne sont pas loin des habitations et demeurent fréquentables.

Sur tous les sites ayant accueilli les ménages déplacés de Djonké Ouro, il existe un nombre insuffisant de latrines. Sur les lieux où femmes, filles et hommes cohabitent, les latrines ne disposant pas d'éclairage sont utilisées de façon mixte, toute chose qui présente un risque de violences sexuelles à leur endroit des femmes et des jeunes filles. Celles-ci courent également des risques de violences sexuelles lorsqu'elles se rendent dans la brousse environnante des différents villages d'accueil à la recherche du bois de chauffe.

f. Ressenti psychologique

Les femmes, les filles et les enfants ont été témoins de tirs d'armes à feu, des meurtres et des incendies volontaires des habitations. Certaines personnes déplacées, notamment les enfants et les femmes, ont révélé que depuis les événements dont elles ont été témoins, leur quotidien a changé. Elles sursautent au moindre bruit fort et elles font des cauchemars sans cesse. Selon des témoignages recueillis, certains enfants font état de trouble de sommeil chez certains enfants pendant la nuit. A la suite de l'attaque survenue dans le village Djonké Ouro, l'angoisse s'est répandue dans les villages environnants, suscitant le déplacement de nombreux habitants de villages voisins de crainte d'être tués.

Le ressenti observé auprès des personnes déplacées est tout aussi visible qu'il est profond. Il s'exprime à travers certaines manifestations à savoir : - Le sentiment d'impuissance ; - Le sentiment d'infériorité ; - Le sentiment d'abandon ; - Le sentiment de stigmatisation ; - Les insomnies ; - L'isolement ; - La perte d'appétit ; - Le regret.

Besoins :

Les besoins sont essentiellement orientés vers : les abris, les vivres, les habits et les kits de ménages.

Recommandations

En guise de recommandations, il conviendra de :

- Apporter une assistance psychosociale aux personnes déplacées en provenance de Djonké Ouro ;
- Assurer la sécurité des espaces d'habitation des femmes et des filles déplacées ;
- Assurer la sécurisation des villages d'accueil des femmes et des filles déplacées.

g. Personnes à Besoins Spécifiques

La situation des Personnes à Besoins Spécifiques vivant dans le village Djonké Ouro s'est davantage dégradée à la suite de l'attaque qui s'y est déroulée. Ceux-ci éprouvent désormais beaucoup plus de difficultés à se nourrir, à se soigner et à se vêtir.

Recommandations

- Apporter une réponse holistique (santé, vivres, NFIs) aux besoins particuliers des personnes à besoins spécifiques.

h. Documentation Civile

Certains déplacés du village Djonké Ouro qui ont pris la fuite à la suite de l'attaque ont quitté leurs domiciles en abandonnant des biens dont des documents d'identité (carte nationale d'identité, numéro d'identification nationale (NINA)). Certains ont vu leurs documents d'identité se consumer dans les flammes répandues sur leurs maisons.

Recommandations

- Identifier toutes les personnes déplacées en provenance du village Djonké Ouro disposant pas d'une carte nationale d'identité et les accompagner dans l'obtention de celle-ci ;
- Accompagner les ménages de personnes déplacées en provenance du village Djonké Ouro dont les enfants ne disposent pas des actes de naissance à en obtenir auprès des autorités compétentes

i. Accès aux Services de Base

Certaines personnes déplacées en provenance de Djonké Ouro n'ont pas accès à des soins de santé de qualité en raison du manque de moyens financiers pour s'en offrir.

Recommandation

- Faciliter l'accès des populations déplacées du village Djonké Ouro aux services sociaux de base, notamment l'accès aux soins de santé.

2. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

A la suite de l'attaque du village de Djonké Ouro le 5 mai 2020 par des individus armés déguisés en tenue des chasseurs traditionnels dozo, les habitants du village ont dû fuir pour se réfugier dans des villages voisins. Au cours de leur déplacement, ils ont tout laissé derrière eux : biens, vivres et bétails.

2.1 Préoccupations alimentaires

L'analyse des données recueillies sur les sites d'accueil de Sofara et Diaba Peul indique une situation alimentaire fortement détériorée. En effet, en fuyant le massacre pour se mettre à l'abri, ces populations se sont retrouvées sans autre source de nourriture que des familles d'accueil qui affirment elles-mêmes souffrir d'une mauvaise campagne agricole. Ne disposant pas de stocks alimentaires, les personnes interrogées affirment que la consommation alimentaire des ménages déplacés a fortement diminué depuis le déplacement. Venant juste d'arriver, elles affirment ne rien faire actuellement pour avoir de la nourriture. Elles vivent le jour au jour avec pour seul espoir l'appui des familles d'accueil.

Cette situation exerce une forte pression sur les stocks alimentaires déjà insuffisants des ménages d'accueil exacerbant ainsi aussi leur vulnérabilité. Bref, les préoccupations alimentaires évoquées se résument ainsi qu'il suit :

- Pas de stock de nourriture
- Pas assez de nourriture dans les ménages d'accueil du fait d'une mauvaise récolte de la campagne agricole précédente à Diaba Peulh.
- Pas de moyen d'acheter de la nourriture
- Pas de moyens de faire cuire les aliments
- Insécurité sur les routes vers le marché (pour ceux qui sont à Diaba Peul qui ne dispose pas de marché)
- Perte de bétails (tués et perdus dans la nature).

Il ressort de ce qui précède que ni la disponibilité, ni l'accès ne sont stables pour ces PDI.

2.2 Stratégies d'adaptation

N'ayant pas encore duré ils ne font pas que de peu de stratégies négatives pour le moment, à savoir :

- La réduction du nombre de repas des adultes au profit des enfants et femmes enceintes et/ou allaitantes.
- La réduction de la quantité des repas pour tous les membres.
- Écho de mendicité de certains d'entre eux.

Toutefois, il faut noter que si rien n'est fait dans un bref délai, ces stratégies négatives vont rapidement s'intensifier et avoir des conséquences destructrices pour leur santé, leur bien-être psychologique, leur intégration sociale et l'état nutritionnel des enfants.

2.3 Recommandations

A court terme (de 1 à 3 mois) :

- Apporter une assistance alimentaire d'urgence et soutenir les moyens d'existence des ménages à travers des distributions de vivres ou de transferts monétaires accompagnés de séances de sensibilisation sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

A moyen terme (de 4 à 6 mois) :

- Soutenir le relèvement économique des ménages déplacés s'ils sont appelés à rester un peu plus longtemps avec la création d'activités génératrices de revenus (AGR) accompagnée de sensibilisation sur la gestion de budget familial.

- Soutenir les ménages désirant retourner, lorsque les conditions seront réunies, avec des transferts monétaires inconditionnels et la création d'AGR.

A long terme (plus de 6 mois) :

- Appuyer les ménages déplacés, retournés et résidents à accéder à la terre, en intrants et semences agricoles et en vivres contre travail pour favoriser la reconstruction de leurs structures de base et renforcer leur résilience à l'insécurité alimentaire.

Ces interventions doivent se faire de façon intégrée avec les autres clusters tout en intégrant une approche de prise en compte du COVID19 et des familles d'accueil.

3. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

a. Approvisionnement en Eau :

L'approvisionnement en eau des déplacés installés à Sofara ville au niveau centre de jeunesse et des ménages est assuré à travers les points d'eau publics ou privés les plus proches de leurs lieux de logement (bornes fontaines ou puits).

A Diaba Allaye, selon le chef du village, les 70 PDIs installées dans les familles d'accueil s'approvisionnent en eau par les sources de points d'eau existant dans le village à savoir : 2 PMH et 02 puits à grands diamètre à ciel ouvert. Les conditions d'hygiène ne sont pas respectées autour de ces points d'eau et les risques de contamination des maladies hydriques sont présents.

Aussi, la population de Diaba Allaye a signalé une insuffisance de la quantité d'eau pour répondre à leurs besoins quotidiens, autant pour le bétail que pour les humains.

Cependant, les PDIs installés sur le site de déplacés de Diaba peulh arrivent à satisfaire plus ou moins leur besoin en eau à travers un forage équipé d'un Système d'Adduction Sommaire (AES). A souligner, qu'avec l'augmentation des personnes sur le site, à certaines périodes de la journée, la demande de l'eau dépasse la capacité dudit forage, par conséquent, les PDIs font recours aux points d'eau du village pour recouvrir leur besoin en eau.

b. Assainissement :

Les déplacés installés à Sofara ont accès à de latrines familiales au niveau du centre de jeunesse ou ménages d'accueil.

A Diaba peulh, les PDIs ont un accès très difficile à des latrines, d'où la propagation de la défécation à l'aire libre sur le site. Cela, s'explique par le fait que sur le site, il n'existe qu'un seul bloc de 04 cabines, dont 02 latrines et 02 douches réalisé pour la mosquée se trouvant à cote du site, plus une latrine simple à 01 cabine au profit des anciens et nouveaux déplacés qui totalisent au moins 178 personnes.

A Diaba Allaye, presque toute la population pratique la défécation à l'air libre, y compris les PDIs qui habitent dans des familles d'accueil ne disposant pas de latrines. Les bonnes pratiques d'hygiène ne sont pas adoptées ni par la population hôte, ni par les PDIs.

Recommandations :

- ✓ Doter les ménages PDI en kits WASH adaptés au COVID19, constitués des récipients de transport et de collecte d'eau, de savons, gel hydroalcoolique, des bavettes, des produits de traitement de l'eau, des dispositifs de lave mains et de matériels d'assainissement ;
- ✓ Faire un diagnostic et une évaluation technique du système d'AES du site de Diaba peulh par rapport aux besoins en eau de la population totale installée, afin d'analyser les éventuelles solutions permettant d'améliorer les conditions d'accès à l'eau potable des PDIs pour une norme de 15 litres par personne et par jour ;
- ✓ Mettre en place un mécanisme de gestion efficace des ouvrages afin de susciter l'appropriation.
- ✓ Faire l'état de lieux du nombre total de personnes installées sur le site de Diaba peulh (anciens et nouveaux PDIs) pour pouvoir évaluer le GAP en termes de construction de latrines sur le site pour lutter contre la défécation à l'aire libre ;
- ✓ Doter les ménages PDIs en matériels d'assainissement (Poubelles, balais, gants de protection etc.) pour la gestion des déchets solides ;

- ✓ Faire une campagne de sensibilisation au niveau de l'ensemble des sites sur l'utilisation et l'importance des kits WASH, les actions essentielles en WASH, les techniques d'assainissement individuelles et collectives pour l'amélioration de conditions et cadre de vie des PDI puis les mesures barrières de COVID-19 (consignes générales et particulières).

4. ABRIS/BNA (BIENS NON ALIMENTAIRES)

a. Les besoins en BNA

Au moment de la fuite, les ménages ont abandonné leurs biens dans le village Djonké Ouro (ustensiles de cuisines, vêtements, etc.). Lors de la descente de la mission dans les localités d'accueil des déplacées, celle-ci a pu constater que bien que profitant du déploiement de l'armée dans leur village pour y retourner prendre quelques biens oubliés lors de la fuite, la plupart des ménages restent dans le dénuement. Cette situation a en effet engendré un important besoin en BNA (**seaux, moustiquaires, nattes, couvertures, vêtements, chaussures, jerrycan, kit de cuisine, etc.**) pour ces ménages déplacés identifiés à Sofara, Diaba Allaye et Diaba Peulh. Par ailleurs, ces personnes déplacées ne souhaitent pas retourner dans leur village par crainte d'une seconde attaque qui pourrait être tout aussi meurtrière.

b. Les besoins en Abris

Lors de l'attaque du village Djonké Ouro, 04 maisons ont été incendiées par des hommes armés non identifiés. Les personnes déplacées identifiées à Sofara, Diaba Allaye, Diaba Peulh ont reçu un soutien en termes d'abris des communautés hôtes. C'est ainsi que certains PDI ont été accueillis dans des familles d'accueil (Diaba Allaye). Mais ces PDI sont logés en surnombre ; Dans le village de Diaba Peulh, D'autres personnes déplacées ont bénéficié de logements communautaires fruit d'un projet communautaire. Ils se trouvent dans des conditions de logement plus ou moins améliorées et chaque ménage bénéficie d'une maison. Toutefois, l'espace de vie des maisons concernées ne respecte pas systématiquement **la norme standard qui est celle de 3,5 m² par IDP (individu)**.

Recommandations

- Faire l'état des lieux des besoins réels en Abris d'urgence et Kits BNA sur chacun des sites d'installation des personnes déplacées (Sofara, Diaba Allaye et Diaba Peulh) ;
- Doter les ménages PDI identifiés, dont les besoins en abris persisteraient après la mise à disposition des logements par les communautés hôtes, en abris et BNA ;
- Doter les ménages PDI identifiés en abris et BNA

5. SANTE-NUTRITION

Sur le plan de la santé, nous avons noté que la dernière séance de stratégie avancée pour la vaccination de routine dans le village remonte à la semaine dernière effectuée par l'équipe de CSCOM de Bounguel.

A la rencontre des femmes sur l'ensemble des sites des déplacés, nous avons enregistré 15 femmes enceintes et 6 enfants en situation de malnutrition aiguë modérée MAM (6 femmes enceintes avec les 6 malnutris à la maison de jeunes de Sofara et 9 à Diaba Allaye).

Par rapport au bilan, selon les informations recueillies par le chef de village, il y a eu 19 corps enterrés par la population et 4 blessés référés l'hôpital Sominé Dolo dont 2 y sont décédés.

| | Djonké Ouro | Total |
|---------|-------------|-------|
| BLESSES | 4 | 4 |
| MORTS | 21 | 21 |

Recommandons :

- Continuer le suivi des enfants par l'équipe du CSCoM de Sofara ;
- Poursuivre la continuité des CPN des femmes enceintes par l'équipe du CSCoM de Sofara

NB : nous avons remarqué aucune pathologie majeure ni une épidémie.

III. CONCLUSION

Cette mission d'évaluation humanitaire multisectorielle a eu une bonne mobilisation des acteurs mais aussi des autorités et des leaders communautaires.

Vu que le mouvement était encore continu, la mission n'a pas pu avoir les chiffres complets des déplacés. La mission s'est aussi rendue dans le village de Djonké Ouro et a constaté que tous les habitants se sont déplacés à l'exception du chef de village et cinq autres personnes.

Il est important d'avoir les chiffres exacts de ces déplacés en vue d'organiser une réponse d'urgence et c'est à cet effet que la coordination (OCHA et les autres partenaires) va continuer le suivi de ce mouvement de population et de la situation humanitaire dans la commune de Fakala

V. ANNEXE

a. Liste des participants

| # | Prénoms/Noms | Organisations | Téléphones | Emails | Secteurs |
|----|---------------------------|---------------|------------|--|------------------------|
| 1 | Sidi M. O HANDANE | OCHA | 75993493 | Sidi.ouldhandane@un.org | Coordination |
| 2 | Fadi TAMBOURA | OCHA | 73127017 | tambourafadi@gmail.com | Coordination |
| 3 | Aly Oumar CISSE | Cluster SA | 70679150 | alyoumar.cisse@wfp.org | Sécurité Alimentaire |
| 4 | Seydou OUMAR | PAM | 76046370 | seydou.oumar@wfp.org | Sécurité Alimentaire |
| 5 | Souleymane GOITA | WVI | 65845544 | Souleymane_Goita@wvi.org | Sécurité Alimentaire |
| 6 | Lassina BALLO | Mercy Corps | 79058919 | lballo@mercycorps.org | Sécurité Alimentaire |
| 7 | Amaiguéré Tite POUDIOUGOU | WVI | 66989503 | amaiguere_poudiougou@wvi.org | Sécurité Alimentaire |
| 8 | Josué Demba COULIBALY | WVI | 66136085 | Jeosuedemba_coulibaly@wvi.org | Sécurité Alimentaire |
| 9 | Tiguida KANOUTE | UNFPA | 66929450 | kanoute@unfpa.org | VBG |
| 10 | Sidi SANGARE | CSRéf | 76375549 | sangaresidi15@gmail.com | Santé |
| 11 | Moussa G. KONE | OMS | 72076960 | Gkamani2000@gmail.com | Santé |
| 12 | Ahmadou DICKO | SLDSES | 76389908 | ahmadoudicko.2012@gmail.com | Protection |
| 13 | Soma KONARE | UNICEF | 75993694 | skonare@unicef.org | WASH |
| 14 | Pascal TOGO | UNICEF | 75885760 | ptogo@unicef.org | Protection de l'Enfant |
| 15 | Ulrich Gael NOUBISSIE | HCR | 76716029 | noubissi@unhcr.org | Protection |
| 16 | Mamadou KONATE | DCA | 76021129 | kmam@dca.dk | Protection |
| 17 | Ousmane YOROTE | OIM | 74493826 | yousmane@iom.int | Protection |
| 18 | Mahamadou A. MAIGA | Mercy Corps | 923215 00 | mahammaiga@mercycorps.org | Abris |
| 19 | Allaye DIALLO | IMADEL | 75221808 | imadelmopti@yahoo.com | WASH |
| 20 | Ali BOCOUM | IMADEL | 73909888 | imadelmopti@yahoo.com | WASH |